

**Entrevue avec la camarade Juneia Martins Batista, ex-Secrétaire nationale de la CUT Brésil pour le secteur de la santé, et à présent (à l'issue du 12ème Congrès de la CUT qui se tenait du 13 au 17 octobre 2015) Secrétaire Nationale pour les questions de Genre. Juneia est également Présidente du Comité Mondial des Femmes de l'internationale des Services Publics.**

***CGSPW : Camarade Juneia, pouvez vous nous décrire brièvement la situation des services publics au Brésil en cette période de crise politique et économique que traverse le pays ?***

**Juneia Batista (JB):** les services publics au Brésil sont repartis sur trois principales sphères géographiques : les municipalités, les provinces et le gouvernement fédéral.

Depuis la fin des années 1990, la plupart des services publics sont soumis à de fortes pressions suite à l'introduction d'entreprises privées dans le secteur public, sous forme de sous-traitance via notamment des partenariats public-privé (PPP), ou carrément sous forme de privatisation totale de certains services.

Cette logique est nocive à tous les niveaux, affectant à la fois les usagers des services, les travailleurs, et le fonctionnement des services en tant que tel.

Les secteurs les plus touchés par ces offensives ultralibérales sont la santé, les transports, les services funéraires, la distribution d'électricité, l'assainissement de l'eau -ces deux derniers étant fortement touchés par les PPP.. Certains services publics ont pu résister jusqu'ici, tels que l'éducation, ou encore la poste.

***CGSPW : Quelles sont les conséquences directes et indirectes de ces privatisations totales ou partielles ?***

**Juneia B. :** D'une façon générale, la qualité des services publics a fortement diminué depuis les années 1990 [années où a été imposé un programme d'austérité ultralibéral à de nombreux pays d'Amérique Latine, qui a eu des conséquences désastreuses].

Dans le secteur de la santé, qui est celui que je connais le mieux, on assiste partout à un manque cruel de lits dans les hôpitaux, à un temps d'attente insupportablement long pour obtenir une consultation.

La santé au Brésil existe toujours sous forme de service public unique et universel dans le pays, mais de grands pans de ce secteur ont été sous-traités au secteur privé via des PPP.

Cela a des conséquences également sur les travailleurs du secteur. Une des causes de la précarité de ceux-ci est la non application de la Convention 151 de l'OIT concernant « la protection du droit d'organisation et les procédures de détermination des conditions d'emploi dans la fonction publique », qui empêche l'existence de conventions collectives claires dans ce secteur, telles que la possibilité d'établir un salaire minimum.

Cette convention, datant de 1978, a été ratifiée par le gouvernement de Lula. Mais le Congrès national, qui doit émettre une loi spécifique pour l'application de cette convention, ne l'a toujours pas fait.



**CGSPW : existe-t-il une différence notable entre le secteur public et le secteur privé en matière de protection des travailleurs ?**

**Juneia B. :** Contrairement à ce qui s'observe dans de nombreux pays, au Brésil les secteurs les plus organisés et les mieux protégés sont ceux de l'industrie. Ceux du service public sont moins bien protégés, notamment à cause de la grande quantité de PPP et de la non application de la Convention 151.

**CGSPW : quels sont, dès lors, les principaux défis que rencontrent le secteur public au Brésil ?**

**Juneia B. :** Il s'agit avant tout de conquérir la négociation collective dans le secteur public, via l'application de la Convention 151 et l'établissement d'un régime juridique unique ; d'augmenter l'investissement et le budget de l'Etat consacré à la santé publique ; permettre aux travailleurs du secteur public de pouvoir avoir un plan de carrière ; mettre fin à l'évasion fiscale qui grève les dépenses publiques, réduire drastiquement le service de la dette, qui représente 45 % du budget de l'Etat !

**CGSPW : En tant que Présidente du Comité mondial des Femmes de l'ISP, et en tant que Secrétaire nationale de la CUT pour les questions de Genre, quels seraient selon vous les principaux enjeux en présence pour les femmes travailleuses du secteur public au Brésil ?**

**Juneia B.** : La CUT a enfin conquis et concrétisé à l'occasion de ce 12<sup>ème</sup> Congrès national, et après de nombreuses années de lutte, la totale parité au sein des instances dirigeantes de la CUT. Mais cela n'est pas encore une réalité dans les différents secteurs de la CUT. Cela reste une grande bataille à mener.

Il subsiste une conception du travail particulièrement sexiste qui empêche de garantir une égalité des chances entre hommes et femmes. Une grande barrière continue de diviser les travailleurs et travailleuses de ce pays, dont un exemple est la différence salariale entre une femme et un homme, dont la moyenne est de 30 %.

Par ailleurs, outre l'aspect « mentalité » qui reste extrêmement machiste dans notre société et qu'il faut à tout prix changer, les barrières à ce changement résident notamment dans l'absence ou le manque de services publics de qualité et en nombre suffisant qui rendraient possible la réduction de ces inégalités entre hommes et femmes travailleuses (places dans les crèches et les maisons de repos, transports publics, hôpitaux de qualité, services sociaux, etc.).

Mais outre la problématique du genre et des services publics, nous devons également faire face à des problèmes très graves tels que celui du travail esclave, qui touche encore très fortement les secteurs du textile, du travail domestique (principalement des femmes) et des travailleurs ruraux, dont une grande partie est issue de l'immigration d'autres pays d'Amérique latine.

Un amendement constitutionnel condamne à présent à une peine de prison les employeurs qui pratiquent l'esclavage, mais le combat sera encore long pour l'éradiquer.

### ***CGSPW : Qu'en est-il de la représentation du secteur public au sein de la CUT ?***

**Juneia B.** : Depuis une dizaine d'années, le secteur public dans sa globalité commence à avoir une réelle représentation au sein de la CUT. Avant cela, les principaux secteurs de la CUT étaient ceux de la métallurgie, du secteur bancaire et de l'éducation.

[La CUT représente 19 secteurs d'activité, parmi lesquels 4 sont des secteurs publics : la santé, l'éducation, les travailleurs publics fédéraux et municipaux, et la sécurité sociale].

A présent, la défense des travailleurs du secteur public fait pleinement partie de l'agenda de la CUT, et compte des représentants de ce secteur dans son comité exécutif.

Parmi les résolutions prises lors de ce Congrès, figurait la revendication que 100 % des royalties de l'entreprise pétrolière Petrobrás soient consacrés aux services publics, principalement à la santé et à l'éducation.

